

« CLAS »

COOPERATIVE LOCALE DES ARTISANS DU SPECTACLE

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE, À CAPITAL VARIABLE

SIÈGE : 33, route de Bayonne, 33830 Belin Beliet

RCS BORDEAUX N°....

STATUTS

LES SOUSSIGNÉS :

- Frédéric Rocher - demeurant 603 chemin de Colobie 40410 Moustey, né le 29 juin 1974 à Evreux
- Anaël Soleilhavoup - demeurant 43, rue Jules Guesde 33800 Bordeaux né le 15 mars 1996
- Thierry Besset - 4105, chemin de Baloze 40410 Mano, né le 12 novembre 1962
- Gilles Castagnet - 20, route de Joué 33125 Saint Magne
- Luc Lainé - 967, route de Sore 40410 Belhade, né le 13 juillet 1954
- Jean Philippe Angama – 165 bis, route de Genthieu 40410 Pissos, né le 12 juin 1976
- Institut Départemental de Développement Artistique et Culturel – iddac, 59, avenue d'Eysines BP 155 33492 LE BOUSCAT Cedex, représenté par Madame Michelle Lacoste en sa qualité de Présidente
- Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne - PNRLG – 33 route de Bayonne – 33830 Belin Beliet, représenté par M. R. Lagrave en sa qualité de Président
- Association Entracte Aux Villages – 14 place Frédéric Bastiat – 40250 Mugron, représentée par M. Jean Dangoumau, membre du Conseil d'Administration
- Association Du Bruit en Coulisse – 11ter route de Peybideau – 33770 Salles, représentée par M. Frédéric Gay, membre de la collégiale
- UJSM Association Comité des Fêtes de Saint Magne – 12 route de Bordeaux – 33125 Saint Magne, représentée par Mme Aurélia Frogin
- Association Festiv’Aïrial – 4105, chemin de Baloze 40410 Mano, représentée par Mme Sylvie Aussudre
- Mairie de Lugos – 2, rue de la Mairie 33830 Lugos, représentée par Mme Emmanuelle Tostain en qualité de maire
- Association les Piments Masqués – lieu dit Beguey, 33113 Saint Symphorien, représentée par M. Axel Pic
- Fédération des Cercles des Landes de Gascognes – 105, route de Daugnague 40410 Pissos, représentée par M. Alain Crenca
- Amicale Lugosienne – 2, rue de la Mairie 33830 Lugos, représentée par Mme Maryline Fillol Gonzales
- Bassin’Muse – BPA 13 Allée des Pluviers 33380 Biganos, représentée par M. Xavier Valade
- Association Celestine – 210, chemin des Résiniers 40200 Pontenx les Forges, représentée par Mme Ananda Barry Gandhi
- Association Chalemine – 26 rue Lapios 33830 Belin Beliet, représentée par Anne Marie Granet
- Amicale des Pompiers de Mios – 10 bis, rue du Maréchal Leclerc 33380 Mios, représentée par M. Sébastien
-

ONT ÉTABLI AINSI QU’IL SUIT LES STATUTS D’UNE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D’INTÉRÊT COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE DEVANT EXISTER ENTRE EUX ET TOUTE PERSONNE QUI VIENDRAIT ULTÉRIEUREMENT À ACQUÉRIR LA QUALITÉ D’ASSOCIÉ.

PRÉAMBULE

En 2005, l'antenne iddac Landes de Gascogne a débuté son activité sur le territoire du Sud Gironde, sur la base d'un diagnostic initial réalisé par l'Institut Départemental de Développement Artistique et Culturel (iddac - Agence culturelle de la Gironde) puis validé par le Parc Naturel Régional Landes de Gascogne (PNRLG) lors de la révision de sa charte, mettant en évidence le besoin d'un service technique de proximité susceptible d'apporter une réponse aux besoins de ce territoire (absence de lieux équipés, espaces naturels patrimoniaux fortement mis en valeur, itinérance et nomadisme, richesse des manifestations et du tissu associatif et public...). Le matériel technique mis à disposition sur la base d'une cotisation annuelle très accessible a répondu pour une part aux besoins, mais l'absence de moyens humains et logistiques partagés (transport, installation, technique) n'a pas permis une bonne réalisation des manifestations. Son utilité n'ayant pas été démontrée à l'issue de 4 ans de fonctionnement, iddac Landes de Gascogne a fermé ses portes fin juin 2008.

En 2011, le PNRLG et l'iddac ont fait appel à l'Association Territoire et Innovations Sociales, association d'accompagnement de projets porteurs des valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ATIS - La Fabrique à Initiatives) pour évaluer les besoins du territoire du Sud Gironde et du nord des Landes en matière d'accompagnement technique, suite au constat renouvelé des acteurs de la vie associative et culturelle, d'élus, de techniciens et d'artistes habitant le territoire de la nécessité de faire vivre et mettre en valeur la vie culturelle locale, dans des perspectives de développement économique du secteur tertiaire. Ceci, dans un contexte où les évolutions technologiques nécessitent des compétences de plus en plus spécifiques pour l'utilisation et la maintenance des matériels et entraînent des coûts d'investissement lourds devant pouvoir être amortis sur de nombreuses utilisations, et où les normes de sécurité pour l'accueil du public sont de plus en plus contraignantes, avec une responsabilité juridique accrue des organisateurs.

En 2012, l'étude d'opportunité conduite par ATIS a confirmé l'intérêt des partenaires locaux pour le développement d'une offre de service d'intérêt collectif, répondant aux besoins des collectivités, associations et acteurs économique en termes de location de matériel de scène et de main d'oeuvre pour les régies techniques, dans une logique de partage et de solidarité conforme aux valeurs de l'économie sociale et solidaire. Ceci, en cohérence avec les objectifs opérationnels et mesures inscrits dans la charte 2012/2024 du PNRLG parmi lesquels : choisir un développement fondé sur les ressources locales (5.3) ; soutenir et accompagner la création et l'expérimentation artistique du territoire (6,2) ; fédérer autour des valeurs portées par le Parc (6,4).

Début 2013, les partenaires réunis confient à Frédéric Rocher de l'association Pneupno, soutenue par la mesure 4.2.3 du F.S.E et l'accompagnement d'Aquitaine Active, une mission d'étude de faisabilité du projet, dans une démarche de type mutualiste s'appuyant sur les compétences et les ressources locales.

Une association loi 1901 susceptible de déboucher sur la création d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) a été créée le 13 février 2014.

Après 5 années d'activités, forte de ses 40 adhérents, l'Association CLAS concrétise son projet de transformation en SCIC.

Ceci, dans une logique entrepreneuriale socialement innovante et avec pour intérêt collectif de :

- favoriser le développement des actions culturelles du territoire en tenant compte de ses disparités ;
- contribuer à la professionnalisation des acteurs et la sécurisation des événements culturels du territoire ;
- réunir et mutualiser le matériel technique et les compétences nécessaire à leur réalisation ;
- fournir un service actuellement non existant sur le territoire ;
- créer des emplois techniques durables sur le territoire ;
- proposer un modèle de gestion alternatif, reposant sur une gouvernance partagée entre les différentes parties prenantes du projet, structures de droit public œuvrant dans le champ des politiques publiques de la culture et acteurs de droit privés, intervenant sur le périmètre du PNRLG et/ou de partenaires associés au PNRLG, porteur des valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Les valeurs et principes coopératifs

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales tels qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment :

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Le statut Scic se trouve en parfaite adéquation, par son organisation et ses objectifs, avec le projet présenté ci-dessus.

TITRE I FORME - DÉNOMINATION- DURÉE - OBJET – SIÈGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Par acte sous seing privé du 19 mars 2014, la société a été créée sous forme d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 5 décembre 2019 a opté, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 28bis de la loi du 10 septembre 1947, pour la forme de société coopérative d'intérêt collectif à responsabilité limitée à capital variable régie par les textes suivants :

- les présents statuts ;
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II portant statut des Scic et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;
- le livre II du Code de commerce ainsi que le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination

La société a pour dénomination : **CLAS – « COOPERATIVE LOCALE DES ARTISANS DU SPECTACLE »**.

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif à Responsabilité Limitée, à capital variable » ou du signe « Scic Sarl à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter du jour de la déclaration à la préfecture de l'association soit le 1^{er} janvier 2020 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 : Objet

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes, menées sur le territoire du PNRLG ou résultant de projets partenariaux avec les sociétaires :

- conseiller et accompagner les partenaires pour l'organisation et la production de manifestations artistiques et culturelles ;
- favoriser la mutualisation du matériel technique existant sur le territoire du PNRLG ;
- effectuer des prêts de matériel ;
- réaliser des prestations techniques ;
- former à l'utilisation du matériel et aux exigences de sécurité ;
- conseiller et accompagner les partenaires pour le renouvellement ou l'acquisition de matériels ;
- plus généralement, favoriser la présence artistique sur le territoire du PNRLG.

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

L'objet de la Scic rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé : 33, route de Bayonne, 33830 Belin Beliet.

L'adresse physique à ce jour est: Local CLAS, 680, route de Richet 40410 Moustey

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITÉ DU CAPITAL

Article 6 : Apports et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à euros divisé en parts de 100 euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

Apports en numéraire

Le capital est réparti entre les différents types d'associés de la manière suivante :

Salariés

<i>Nom, prénom, adresse</i>	<i>Nombre de Parts</i>	<i>Apport</i>
Frédéric ROCHER	129	12 900 €
Anaël Soleilhavoup	1	100 €
Total Salariés	130	13 000 €

Bénéficiaires (personnes physiques ou morales)

<i>Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège</i>	<i>Parts</i>	<i>Apport</i>
Thierry Besset 4105 chemin de Baloze 40410 Mano	1	100 €
Gilles Castagnet 20, route de Joué 33125 Saint Magne	1	100 €
Luc Lainé 967 route de Sore 40410 Belhade	1	100 €
Jean Philippe Angama 165 bis, route de Genthieu 40410 Pissos	1	100 €
Entracte Aux Villages	2	200 €
Du Bruit en Coulisse	1	100 €
UJSM comité des Fêtes St Magne	1	100 €
Festiv'Airial	1	100 €
Les Piments Masqués	1	100 €
La Fédérations des Cercles	1	100 €
Amicale Lugosienne	1	100 €
Bassin'Muse	1	100 €
Celestine	1	100 €
Chalemine	1	100 €
Amicale des pompiers de Mios	1	100 €
Municipalité de Lugos	2	200 €
Total Bénéficiaires	18	1 800 €

Autres types d'associés

<i>Nom prénom/dénomination, adresse/ siège social</i>	<i>Parts</i>	<i>apport</i>
IDDAC	80	8 000 €
Total Autres types d'associés	80	8000 €

Chaque part sociale a été libérée d'au moins le quart au moment de leur souscription. La libération du surplus, pour une somme de 7000 euros, interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du gérant dans un délai maximum de 2 ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

Le total du capital libéré est de 15800 € ainsi qu'il est attesté par la banque Crédit Coopératif, agence de Bordeaux, dépositaire des fonds.

Apports en nature :

Aucun apport n'ayant une valeur supérieure à 30.000 euros et la valeur totale de l'ensemble des biens n'excédant pas la moitié du capital social, les associés, à l'unanimité, ont décidé d'évaluer les apports à 3100 euros .

Autres types d'associés

<i>Nom prénom/dénomination, adresse/ siège social</i>	<i>Parts</i>	<i>apport</i>
---	--------------	---------------

Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne	31	3100 €
 €
Total Autres types d'associés	31	3100 €

L'état des apports en nature figure en annexe.

Le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne (PNRLG) apporte à la société sous les garanties ordinaires et de droit :

Désignation : matériel de sonorisation, mis à disposition de l'association Clas depuis le 27 mars 2014.

Evaluation : 3 143 €

En contrepartie de son apport, le PNRLG reçoit 31 parts sociales de valeur nominale 100€ euros. Il relève du type d'associés Partenaire Ressource.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être inférieur au-1/4 du capital de départ (25900k€)

Il ne peut être réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1- Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la coopérative.

Sous réserve des dispositions de l'article 14.2, aucun associé n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

9.2- Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associés après approbation de la cession par le gérant, nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du gérant et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

TITRE III ASSOCIÉS - ADMISSION – RETRAIT – NON-CONCURRENCE

Article 12 : Associés et catégories

12.1- Conditions légales

La loi impose que figurent parmi les associés au moins deux personnes ayant respectivement avec la coopérative la double qualité d'associé et de :

- Salarié ;
- Bénéficiaire à titre habituel gratuit ou onéreux des activités de la coopérative.

Il est précisé que les bénéficiaires, communément appelés usagers sont toutes personnes morales, qui sollicitent la SCIC pour la fourniture de matériels ou de services.

Elle impose également la présence d'un troisième associé qui devra, outre sa qualité d'associé, répondre à l'une des qualités suivantes :

- être une personne physique qui participe bénévolement à l'activité de la coopérative ;
- être une personne physique ou morale qui contribue par tout autre moyen que ceux précités à l'activité de la coopérative ;
- être une collectivité publique ou son groupement.

Toutefois, si parmi ces collectivités publiques associées, figurent des collectivités territoriales ou leurs groupements, ces dernières ne peuvent pas détenir ensemble plus de 50 % du capital de la société.

La société répond à cette obligation légale lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la Scic.

Si, au cours de l'existence de la société, l'un de ces trois types d'associés vient à disparaître, le gérant devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

12.2- Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Scic. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, d'engagement de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire.

Sont définies dans la Scic CLAS les 7 catégories d'associés suivantes :

1. Catégorie des salariés :

Cette catégorie regroupe les salariés titulaires d'un contrat de travail.

2. Catégorie des usagers de droit privé sous statut associatif :

Cette catégorie regroupe les personnes morales sous statut associatif ayant vocation à avoir recours aux services de la coopérative et participant à son fonctionnement.

3. Catégorie des usagers de droit privé non associatif :

Cette catégorie regroupe les personnes morales sous statut non associatif ayant vocation à avoir recours aux services de la coopérative et participant à son fonctionnement.

4. Catégorie des usagers collectivités publiques locales - communes :

Cette catégorie regroupe les personnes morales collectivités publiques locales ayant vocation à avoir recours aux services de la coopérative et participant à son fonctionnement

5. Catégorie des usagers groupements de collectivités publiques locales – EPCI, Syndicats mixtes, autres collectivités territoriales :

Cette catégorie regroupe les personnes morales groupements de collectivités publiques locales, EPCI, Syndicats mixtes, autres collectivités territoriales ayant vocation à avoir recours aux services de la coopérative et participant à son fonctionnement

En application de l'article 19 septies de la loi du 10/09/1947, les membres de ces deux dernières catégories ne peuvent pas détenir ensemble plus de 50 % du capital de la Société.

6. Catégorie des partenaires ressource :

Cette catégorie regroupe les personnes morales ayant un objet social lié à celui de la coopérative et partageant ses valeurs et participant à son fonctionnement.

7. Catégorie des bénévoles :

Cette catégorie regroupe les personnes physiques participant à titre bénévole aux activités de la SCIC.

Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au gérant en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le gérant est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 13 : Candidatures

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales entrant dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectant les modalités d'admission prévues dans les statuts.

Les présents statuts, en application de l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947, définissent les conditions dans lesquelles les salariés pourront être tenus de demander leur admission en qualité d'associé.

Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée seront tenus de présenter leur candidature au sociétariat après 1 an d'ancienneté dans la coopérative. Cette obligation devra être expressément mentionnée dans le contrat de travail et ne concernera que les salariés sous contrat à durée indéterminée. Le contrat de travail devra comporter les indications suivantes :

Le statut de coopérative d'intérêt collectif de l'entreprise et l'obligation permanente de comprendre, parmi les associés, des salariés et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la coopérative ;

La remise d'une copie des statuts de la société ;

Le terme à partir duquel la candidature au sociétariat sera obligatoire ;

L'acceptation par le salarié des particularités des statuts et sa décision de présenter sa candidature selon les modalités et dans les délais statutairement fixés ;

L'engagement de candidature au sociétariat comme condition déterminante de l'embauche dans l'entreprise.

Article 14 : Admission des associés

Sauf conditions particulières énoncées à l'article 14.2, tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission.

14.1 Modalités d'admission

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associé, elle doit présenter sa candidature par lettre avec demande d'avis de réception au gérant qui soumet la candidature à la prochaine assemblée générale ordinaire.

L'admission d'un nouvel associé est du seul ressort de l'assemblée générale et s'effectue dans les conditions prévues pour les délibérations ordinaires. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

Le statut d'associé prend effet après agrément de l'assemblée générale, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la Scic.

14.2 Souscriptions initiales

Les souscriptions sont liées à la double qualité de coopérateur et d'associé mentionnée à l'article 12.

14.2.1 - Souscriptions des salariés

L'associé **salarié** souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission.

14.2.2 - Souscriptions des usagers de droit privé sous statut associatif

L'associé **usager de droit privé sous statut associatif** souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission, puis 1 part sociale par tranche de 100 K€ de budget.

14.2.3 Souscriptions des usagers de droit privé non associatif

L'associé **usager de droit privé non associatif** souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission, puis 1 part sociale par tranche de 50 K€ de chiffre d'affaires

14.2.4 Souscriptions des usagers collectivités publiques

L'associé **usager collectivités publiques** souscrit et libère des parts sociales dans les conditions suivantes :

Pour les communes de moins de 500 habitants : 1 part sociale à son admission ;

Pour les communes de 500 à de moins de 1000 habitants : 2 parts sociales ;

Pour les communes dont la population est comprise entre 1 000 et 20 000 habitants 3 parts sociales jusqu'à 1999 hab. puis 1 part sociale par seuil de 1000 habitants

Pour les communes de plus de 20 000 habitants au moins 30 parts sociales lors de leur admission

14.2.5 Souscriptions des usagers groupements de collectivités publiques

L'associé **usager groupement de collectivités publiques** souscrit et libère au moins 30 parts sociales lors de son admission.

14.2.6 Souscriptions des partenaires ressource

L'associé **partenaire ressource** souscrit et libère au moins 30 parts sociales lors de son admission.

14.2.7 Souscriptions des bénévoles

L'associé **bénévole** souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission.

14.3 Modification des montants de souscription des nouveaux associés

La modification de ces critères applicable pour les nouveaux associés est décidée par l'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts.

Article 15 : Perte de la qualité d'associé

La qualité d'associé se perd :

par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au gérant et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;

par le décès de l'associé personne physique ;

par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;

par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16.

par la perte de plein droit de la qualité d'associé ;

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;

pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au gérant seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;

pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;

lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à 3 assemblées générales ordinaires annuelles consécutives n'est ni présent, ni représenté lors de l'assemblée générale ordinaire suivante, soit la 4^{ème}.

Le gérant devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette 4^{ème} assemblée générale ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le gérant qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le gérant communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 16 : Exclusion

L'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts, peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le gérant habilité à demander toutes justifications à l'intéressé nonobstant l'application de l'article 18 relatif à l'obligation de non-concurrence.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé lors de l'assemblée est sans effet sur la délibération de l'assemblée. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'assemblée qui a prononcé l'exclusion.

Article 17 : Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés

17.1 Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15 et 16, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes s'imputent pour partie sur les réserves statutaires et pour partie sur le capital. Le montant des pertes à imputer sur le capital se calcule selon la formule suivante :

Perte x (capital / (capital + réserves statutaires)).

- le capital à retenir est celui du dernier jour de l'exercice auquel a été réintégré le capital des associés sortants ;
- les réserves statutaires sont celles inscrites au bilan au dernier jour de l'exercice.

17.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop perçu.

17.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.

Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

17.4 Délai de remboursement

Les anciens associés et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 5 ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par l'assemblée générale ordinaire. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

17.5 Remboursements partiels demandés par les associés

La demande de remboursement partiel est faite auprès du gérant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable de l'assemblée générale ordinaire.

Article 18 : Non-concurrence

Sauf accord exprès de l'assemblée générale ordinaire, tout associé de la société s'interdit, pendant la période durant laquelle il fait partie de la société et pendant une période de 1 an à compter de la perte de la qualité d'associé de participer, directement ou indirectement, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, à des activités de même nature que celles exploitées ou développées par la société et exercées dans la zone géographique définie ci-après.

A cette fin, il s'engage notamment :

- à n'exercer aucune fonction de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance au sein d'une entreprise exploitant ou développant de telles activités,
- à ne pas démarcher les clients de la société et à ne pas débaucher ses salariés.

Cette interdiction porte sur la zone géographique qui correspond au PNRLG.

Cette disposition ne prive pas l'associé de la possibilité d'être salarié d'une entreprise exerçant une activité de même nature.

La violation de l'interdiction pourra donner lieu à attribution de dommages-intérêts au profit de la société.

TITRE IV COLLÈGES DE VOTE

Article 19 : Définition et modification des collèges de vote

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Sans exonérer du principe un associé = une voix, ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en assemblée générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateurs. Ils permettent ainsi de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associés et la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative.

Les membres des collèges de vote peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des assemblées au sens des dispositions du Code de commerce, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la société. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent, à ce titre, ni la société, ni ses mandataires sociaux, ni les associés.

19.1 Définition et composition

Il est défini 4 collèges de vote au sein de la Scic CLAS Leurs droits de vote et composition sont les suivants :

Nom collège	Composition du collège de vote	Droit de vote
Collège A SALARIES ET BENEVOLES	Salariés et bénévoles	25 %
Collège B PARTENAIRES RESSOURCE	partenaires ressource	25 %
Collège C Communes, EPCI et collectivités publiques	usagers collectivités, groupements de collectivités publiques locales et syndicats mixtes.	25 %
Collège D Usagers de droit privé	usagers de droit privé associatifs et non associatifs	25 %

Lors des assemblées générales des associés, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'assemblée, les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus avec **la règle de la proportionnalité**.

Il suffit d'un seul membre pour donner naissance, de plein droit, à l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

Ces collèges ne sont pas préfigurés par les catégories et peuvent être constitués sur des bases différentes.

Chaque associé relève d'un seul collège de vote. En cas d'affectation possible à plusieurs collèges de vote, c'est le gérant qui décide de l'affectation d'un associé.

Un associé qui cesse de relever d'un collège de vote mais remplit les conditions d'appartenance à un autre peut demander son transfert par écrit au gérant qui accepte ou rejette la demande et informe l'assemblée générale de sa décision.

19.2 Défaut d'un ou plusieurs collèges

Lors de la constitution de la société, si un ou deux des collèges de vote cités ci-dessus n'ont pu être constitué, ou si au cours de l'existence de la société des collèges venaient à disparaître sans que leur nombre ne puisse descendre en dessous de 3, les droits de vote correspondants seront répartis de façon égalitaire entre les autres collèges restants, sans pouvoir porter le nombre de voix d'un collège de vote à plus de 50 %.

Si, au cours de l'existence de la société, le nombre de collèges de vote descendait en dessous de 3, la pondération des voix prévue à l'article 19.1 ne s'appliquerait plus aux décisions de l'assemblée générale.

Comme indiqué ci-dessus, il suffit d'un seul membre pour donner ou redonner naissance, de plein droit, à l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

19.3 Modification du nombre, de la composition des collèges de vote ou de la répartition des droits de vote

La modification de la composition des collèges de vote ou du nombre de collèges peut être proposée par le gérant à l'assemblée générale extraordinaire.

Une demande de modification peut également être émise par les associés dans les conditions de l'article 22.3. La demande doit être motivée et comporter un ou des projet(s) de modification soit de la composition des collèges de vote, soit de leur nombre, soit des deux.

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges, le gérant peut demander la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges, le gérant ou des associés, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 22.3, peuvent demander la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

TITRE V ADMINISTRATION

Article 20 : Gérance

20.1 **Nomination**

La coopérative est administrée par un ou plusieurs gérants personnes physiques, désignés par l'assemblée générale des associés votant à bulletins secrets dans les conditions de l'article 23.1

Les gérants sont choisis par les associés pour une durée de 6 ans. Ils sont rééligibles. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Le premier gérant de la société est Frédéric ROCHER.

20.2 Révocation

La révocation peut être décidée par l'assemblée générale des associés dans les conditions de l'article 23.1. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

20.3 Pouvoirs du gérant

Le gérant dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative dans les limites de son objet social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'assemblée des associés par la loi et les statuts.

En cas de pluralité de gérants, chacun des gérants dispose de l'intégralité des pouvoirs.

TITRE VI ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
--

Article 21 : Nature des assemblées

Les assemblées générales sont: ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Article 22 : Dispositions communes et générales

22.1 Composition

L'assemblée générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

22.2 Convocation et lieu de réunion

Les associés sont convoqués par le gérant ou, s'il en existe un, par le commissaire aux comptes. La première convocation de toute assemblée générale est faite par courrier adressée aux associés quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

Toutefois, lorsque l'assemblée est convoquée en raison du décès du gérant unique, par le commissaire aux comptes ou un associé, conformément aux dispositions de l'article L.223-27 al.5 du Code de commerce, le délai est réduit à huit jours.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion, dès lors que le choix qui est fait par le gérant n'a pas pour but ou pour effet de nuire à la réunion des associés.

22.3 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, il peut toujours être procédé à la révocation du gérant même si la question n'a pas été inscrite à l'ordre du jour.

22.4 Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant, s'il est associé de la coopérative, qui pourra, s'il le juge utile, désigner un secrétaire pris ou non parmi les associés.

En cas d'absence du gérant, l'assemblée est présidée par l'associé présent détenant le plus grand nombre de parts sociales et acceptant. Lorsque deux associés sont concernés, c'est le plus âgé qui préside.

22.5 Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collègue de vote, les nom, prénom des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter.

22.6 Modalités de votes

La nomination du gérant est effectuée à bulletins secrets. Pour toutes les autres questions il est procédé à des votes à main levée, sauf si la majorité de l'assemblée décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

22.7 Droit de vote

Chaque associé a droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à l'adoption de la résolution.

22.8 Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux signés par le gérant.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

22.9 Effet des délibérations

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

22.10 Pouvoirs

Un associé empêché de participer personnellement à l'assemblée générale peut se faire représenter par un autre associé si le nombre des associés est supérieur à deux, ou par son conjoint.

Article 23 : Assemblée générale ordinaire

23.1 Quorum et majorité

Aucune condition de quorum n'est exigée.

Les décisions de l'assemblée des associés doivent être prises par une majorité représentant plus de la moitié du nombre total d'associés calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1.

Si la première assemblée n'a pu décider dans les conditions fixées ci-dessus, une seconde assemblée sera réunie et les décisions seront prises à la majorité des présents ou représentés calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1.

23.2 Assemblée générale ordinaire annuelle

23.2.1 Convocation

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

23.2.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- agréé les nouveaux associés,
- approuve les conventions passées entre la coopérative et les associés ou le gérant,
- désigne les commissaires aux comptes,
- ratifie la répartition des excédents proposée par le gérant conformément aux dispositions des présents statuts,
- décide les émissions de titres participatifs.

23.3 Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle.

Article 24 : Assemblée générale extraordinaire

24.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-30 du Code de commerce :

- sur première convocation, du quart du total des droits de vote,
- Sur deuxième convocation, du cinquième du total des droits de vote.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des droits de vote détenus par les associés présents ou représentés calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1.

24.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la Scic. Elle ne peut augmenter les engagements statutaires des associés.

L'assemblée générale extraordinaire peut :

exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la coopérative,
modifier les statuts de la coopérative,
transformer la Scic en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
créer de nouvelles catégories d'associés,
modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges de vote.

TITRE VII

COMMISSAIRES AUX COMPTES – RÉVISION COOPÉRATIVE

Article 25 : Commissaires aux comptes

Si la société vient à répondre à l'un des critères prévus par l'article L.223-35 du Code de commerce, l'assemblée générale ordinaire désigne un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire suppléant.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Ils sont convoqués à toutes les assemblées d'associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 26 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par l'article 19 du décret n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et par le décret n°2015-706 du 22 juin 2015.

En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables ;
- les pertes d'un exercice s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital ;
- elle est demandée par le dixième des associés ;
- le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou tout ministre compétent à l'égard de la coopérative en question.

Le rapport établi par le réviseur coopératif sera tenu à la disposition des associés quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire. Le réviseur est convoqué à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés. Le rapport sera lu à l'assemblée générale ordinaire ou à une assemblée générale ordinaire réunie à titre extraordinaire, soit par le réviseur s'il est présent, soit par le Président de séance. L'assemblée générale en prendra acte dans une résolution.

TITRE VIII

COMPTES SOCIAUX – EXCÉDENTS - RÉSERVES

Article 27 : Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Article 28 : Documents sociaux

Le bilan, le compte de résultats et l'annexe de la coopérative sont établis par le gérant et soumis à l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Article 29 : Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

La décision d'affectation et de répartition est prise par le gérant et ratifiée par la plus prochaine assemblée des associés.

Le gérant et l'assemblée des associés sont tenus de respecter la règle suivante :

15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce quelle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;

L'intégralité des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;

Article 30 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3^{ème} et 4^{ème} alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Scic.

TITRE IX DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION
--

Article 31 : Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, le gérant doit convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 32 : Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 33 : Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la coopérative, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG Scop, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération Générale des Scop.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du siège de la coopérative.